



Laïques de tous les pays unissez-vous ! 9 décembre 2023, 16h

Pourquoi s'unir ?

Nous sommes nombreux à témoigner que les bigots et fanatiques religieux qui veulent imposer leur loi sont partout puissants, organisés, financés. Ils contribuent largement au maintien de régimes totalitaires... Ils emprisonnent et condamnent à mort ceux qui osent réclamer leur liberté.... Face à eux qui sommes-nous ?

Nous sommes des êtres humains qui se tiennent debout devant eux. Qui leur font barrage dans leurs entreprises liberticides. Nous pèserons devant la puissance de leurs organisations si nous présentons un front uni, avec une intention bien identifiée.

Notre force à nous, c'est le nombre, notre faiblesse, c'est le silence.

Il faut qu'un mouvement laïque fort se présente aux autorités politiques. Qu'il contrebalance l'entrisme des lobbies religieux ou apparentés. Je vise en particulier, les associations qui disent « défendre les droits des musulmans » et qui sont toutes proches ou inspirées par les frères musulmans. Cette admirable formule fait mouche auprès des interlocuteurs européens dont une préoccupation majeure est de ne léser personne....Sauf que « les droits des musulmans » ça n'existe pas ! Les citoyens musulmans ont les mêmes droits que les autres. Ni plus ni moins.

Lutter contre les discriminations qui peuvent s'exercer à leur encontre est légitime, réclamer des droits particuliers ne le serait pas. Je peux vous dire que j'ai eu plusieurs fois devant moi à Bruxelles, des interlocuteurs stupéfaits quand ils réalisaient cela...

Cette dialectique bien pensée à laquelle les militants islamistes ont été entraînés, leur a permis d'obtenir des subventions du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne : fin 2021, on a vu apparaître sur les réseaux sociaux, une campagne orchestrée par le FEMYSO (une association qui prétend représenter la jeunesse musulmane, proche des frères musulmans), qui présentait une femme voilée proclamant : « la liberté est dans le hidjab ». Cette campagne a été retirée sur la protestation du gouvernement français à laquelle nous nous sommes associés. Nous avons obtenu une lettre d'explication de la Commission, expliquant qu'elle avait soutenu une campagne contre l'islamophobie et que les visuels ne lui avaient pas été soumis avant leur publication.

Plus récemment, la Commission européenne a nommé un nouvel envoyé spécial pour « la liberté de religion et de croyance », qui doit œuvrer à l'extérieur de l'UE. Le premier envoyé s'était ainsi rendu en Égypte où on préparait une loi condamnant à mort les athées, sans qu'il s'en émeuve particulièrement, jugeant sans doute que la défense des athées n'entraîne pas dans sa mission. Nous avons insisté sans relâche auprès de la Commission pour qu'il défende la « liberté de pensée, de conscience et de religion », comme écrit dans la Charte des Droits fondamentaux de l'UE, que le nouvel envoyé,

Frans Van Daele, qui semble être un homme de confiance, s'y est engagé. Nous le rencontrerons en février à nouveau et nous pourrons voir s'il a tenu parole. À nous donc de savoir nous faire entendre.

Nous, Français, nous passons souvent pour « les enfants gâtés de la laïcité » et pourtant, nous découvrons incidemment, que des fonds publics supplémentaires sont alloués à l'école privée au détriment de l'école publique et laïque, ou encore que notre président de la République s'inquiète comme en 2017 devant des représentants religieux, de ce qu'il appelait « une radicalisation de la laïcité », avant de se reprendre, ou encore qu'il fallait « retisser le lien abîmé » avec l'Église catholique ou encore qu'il ne peut pas manifester contre l'antisémitisme, mais qu'il participe à l'allumage des bougies de Hanoucca à l'Élysée....Des déclarations et des comportements sans cohérence qui nous font redouter que la laïcité ne régresse.

Nous avons vu avant-hier, le Danemark rétablir le délit de blasphème, nous avons assisté à la régression de l'État de droit et des droits des femmes en Pologne et en Hongrie, à la tentative d'interdire l'avortement en Espagne qui a échoué, grâce à la mobilisation des citoyens espagnols et européens. Alors oui, il faut nous unir et porter nos exigences devant les instances internationales, les gouvernements, les médias. Pour cela, il faut montrer que nous sommes nombreux et unis pour exiger que la religion ne dicte pas nos lois.

S'unir ne se fera que si nous faisons un effort pour cela, car nous avons de réelles différences entre nous, qui viennent de nos histoires diverses et de ce que nous ne sommes pas au même point d'avancée sur la conquête laïque.

L'essentiel est que notre combat est le même car nous regardons le même horizon : celui d'une société organisée en démocratie laïque, séparée du religieux, où l'instruction laïque est donnée à tous, où chacun est libre de penser et croire ce qu'il veut et de l'exprimer en respectant les autres, sans risquer ni sa liberté, ni sa vie.

Martine Cerf